

DIGNE-LES-BAINS

## **Manifestation et sit-in : le ras-le-bol des agents des Finances publiques**



Les agents grévistes devant la direction des Finances publiques à Digne. Photo Le DL /B.F. Les agents grévistes devant la direction des Finances publiques à Digne. Photo Le DL /Bernard FALI

Partager cette info ▶

 Partager 19

 Tweeter

**Ce lundi, les agents des finances publiques du 04 était dans la rue pour dénoncer les suppressions d'emploi mais aussi les fermetures de trésoreries.**

« On peut se prévaloir du titre de plus grand contributeur de la fonction publique à la politique de suppression des emplois, commente Laurent Alberich, délégué CGT des Finances 04. En dix ans, depuis la fusion des finances et des impôts, on a perdu en moyenne dix postes budgétaires par an pour comptabiliser aujourd’hui un peu plus de 258 agents. 66 % des suppressions d’emplois de la fonction publique sont supportés par le ministère des Finances. »

CONNECTEZ-VOUS POUR LAISSER UN COMMENTAIRE



Un essorage qui a donc amené, hier matin, une soixantaine de fonctionnaires des Finances publiques devant la direction départementale à Digne-les-Bains.

MOT DE PASSE OUBLIÉ ?

PUBLICITÉ



### Dans la même rubrique

d by

ibi

s s

:ro

olu

Vla

ur

nç:

FAITS DIVERS

**Tentative de suicide d’une journaliste à Grenoble : le SNJ porte plainte ...**

18:30

Sans parler du contrôle des deniers publics qui sera assumé bientôt par les communautés de communes faisant ainsi fi de la séparation des pouvoirs. L’ordonnateur des dépenses sera aussi le contrôleur des dépenses alors que les bureaux de tabacs seront chargés de collecter l’impôt.

SOCIAL

**Grève des urgences à Chambéry : la mobilisation s’intensifie**

15:58

EYBENS

**Un nouveau visage à la tête de La Champagnonnaise de la Frise**

14:02

Depuis plusieurs mois, l’intersyndicale CGT Solidaires a dénoncé les conséquences de la dématérialisation des démarches administratives sur le territoire rural. « Au-delà de la perte de contact avec les citoyens, la dématérialisation des démarches administratives est une mesure qui ne tient pas compte de la réalité des mairies rurales, présente hier dans le sit-in organisé devant les Finances publiques puis devant la préfecture. Quant à la dématérialisation des démarches administratives qui justifie ce désengagement de l’État, encore faut-il que les territoires ruraux soient équipés en réseaux numériques performants. Ce





